

Service instructeur : Direction de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire
Rapporteur : Marie-Annick DURAND

Délibération du conseil municipal – DEL2020/01 Séance du 20 janvier 2020

L'an deux mille vingt, le vingt janvier à 18 heures 30. Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 14 janvier 2020 s'est réuni à l'Hôtel de ville sous la présidence de Nicolas CRIAUD, Maire.

Etaient présents : Pascal LOIRAT - Françoise JOUNIER - Marie-Annick DURAND - Luc PORTET - Catherine LACROIX - Bernard MACÉ - Anouk PAOLOZZI-DABO - Frédéric DUNET - Jacques GUIHÉNEUF - Chantal DEMY - Marie-Claude BARRET - Laurence GEFFRAY - Laurent CHASSAING - Patrice GUIHARD - Dominique WEBER - Joseph GAULTIER - Gwénaëlle MORVAN - Fabrice GUILLET - Laurence LÉPINE - Joëlle URVOIS - Marie-Line MOREAU - Hélène CHALLIER - Hervé NAËL - Emmanuelle SOALHAT - Frédéric MICHÉ - Anne-Gaëlle RÉVAULT - François PAGEAU

Etaient excusés : Thierry de LORGERIL donne pouvoir à Nicolas CRIAUD - Anne-Martine GUILLOUX donne pouvoir à Joëlle URVOIS - Laurent BOULO donne pouvoir à Marie-Annick DURAND - Nadège VÉRON donne pouvoir à Gwénaëlle MORVAN - Dominique MIGAULT donne pouvoir à Hélène CHALLIER.

Secrétaire de Séance : Françoise JOUNIER

Objet : Révision du règlement local de publicité – Approbation du Règlement Local de Publicité

Par délibération en date du 23 avril 2018, le Conseil Municipal a prescrit la révision du Règlement Local de Publicité (RLP) en vigueur, et a fixé les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation :

Les raisons et objectifs poursuivis qui ont conduit à la mise en révision du Règlement Local de Publicité reposent sur :

- la nécessité d'adapter ce document en tenant compte du nouveau cadre juridique et réglementaire fixé notamment par la loi Grenelle II (Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) qui est venue modifier le contenu des règlements locaux de publicité et impose une mise en conformité du document avant le 13 juillet 2020,
- la prise en considération de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), approuvée par délibération du 13 novembre 2017, et dont le périmètre est modifié par rapport à l'ancienne ZPPAUP,
- la nécessité de faire évoluer les zones de l'actuel Règlement Local de Publicité, adapté au nouveau règlement du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 novembre 2017.

Le diagnostic de l'état des dispositifs publicitaires, pré-enseignes et enseignes sur le territoire communal a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- Des secteurs sur la commune aux enjeux distincts : espaces paysagers remarquables, entrées de ville et traversées urbaines principales, centre-ville historique, bourgs et villages, secteurs à vocation économique,
- Une concentration maîtrisée de dispositifs publicitaires sur la commune au regard d'un règlement local de publicité actuel restrictif,
- La présence importante des enseignes liées à l'attractivité économique, commerciale et artisanale,
- Un recensement de l'affichage commercial par typologie mettant en évidence les non-conformités.

Au regard du diagnostic, la synthèse des changements apportés par la révision s'organise autour de 4 grandes orientations qui ont fait l'objet d'un débat en Conseil municipal le 25 mars 2019 :

- Orientation 1 : Valoriser le patrimoine et les paysages emblématiques et conforter l'attractivité de Guérande,
- Orientation 2 : Garantir un cadre de vie de qualité,
- Orientation 3 : Assurer une qualité paysagère des entrées de ville et principales traversées urbaines,
- Orientation 4 : Rechercher un équilibre entre dynamisme économique et préservation du paysage.

Les principales évolutions par rapport au règlement actuel ont donc porté sur une adaptation du document au nouveau cadre législatif, notamment par :

- La délimitation d'un nouveau zonage réglementaire de l'affichage publicitaire en cohérence avec les limites d'agglomération. *5 grands types de zones ont été définis, pour certaines divisées en sous-zones, afin d'adapter la réglementation au contexte urbain et aux enjeux de chaque secteur,*
- Des précisions réglementaires ont été apportées au niveau de l'écriture réglementaire en cohérence avec la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé (PSMV) et de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP),
- Une modification des règles d'implantation des dispositifs publicitaires sur les axes « entrées de ville » ainsi que sur la publicité numérique. Dans le cadre de la réflexion urbaine menée sur le boulevard du Général de Gaulle, une suppression des dispositifs publicitaires de 8 m² a été mise en place,
- La possibilité d'installer de manière temporaire un dispositif publicitaire au niveau des parcs d'activités,
- L'intégration d'une nouvelle règle liée à l'extinction nocturne des publicités, pré enseignes et enseignes.

Les mesures de concertation ont été mises en œuvre, et le Conseil Municipal a pu tirer le bilan de cette concertation et arrêter le projet de révision du RLP le 1^{er} juillet 2019. Par la suite, le projet de révision a été notifié aux Personnes Publiques Associées et à la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages (CDNPS), avant sa mise à l'enquête publique du jeudi 3 octobre 2019 au samedi 2 novembre 2019 inclus.

Monsieur le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 4 décembre 2019 et a émis un avis favorable sur le projet de révision du RLP, ainsi qu'aux propositions de réponses de la collectivité aux remarques émises par le public, par la CDNPS et par les Personnes Publiques Associées. Le projet de révision du RLP a donc été adapté pour tenir compte de ces conclusions, en particulier sur les points suivants :

- Le règlement littéral a été complété en renforçant les règles sur les enseignes en ZP1 suivant les observations de l'architecte conseil de la Ville, allant dans le sens d'une amélioration de la protection du cadre et vie et des secteurs d'intérêt patrimoniaux de la commune,
- Le RLP renforce la réglementation sur les publicités numériques, en les autorisant sur domaine public et privé, d'une surface utile maximale de 2 m², uniquement autorisées sur les abords d'une portion de la voie RD247, définie au plan de zonage,
- Les termes et le lexique du règlement ont été complétés concernant les définitions des agglomérations, des dispositifs temporaires, du mobilier urbain, des préenseignes dérogatoires,
- Le plan de zonage et le règlement littéral ont été complétés par l'introduction d'une bande de recul paysager aux abords de la Route Bleue (élément issu du PLU) dans le RLP visant à y interdire l'implantation d'enseigne au sol,
- Des ajustements ont été apportés au niveau de la forme du dossier pour faciliter la compréhension de l'ensemble des protections réglementaires sur le territoire,
- Le plan de zonage et l'annexe faisant figurer les limites d'agglomérations ont été modifiés par notamment l'extension du secteur ZP2a - avenue de la Brière et l'exclusion du secteur Le Rougestin et Le Redo des limites d'agglomération.

L'ensemble du dossier de révision du RLP, comprenant les avis des personnes consultées, les conclusions, le rapport et l'avis de Monsieur le Commissaire-enquêteur, a été remis aux conseillers municipaux sous format numérique. Un exemplaire papier du dossier est consultable en Mairie, aux jours et heures d'ouverture.

Monsieur le Maire indique qu'à l'issue de ces différentes étapes, le projet de révision du RLP est maintenant prêt à être soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2121-29,
Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.581-1 et suivants,
Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-1 et suivants,
Vu le Règlement Local de Publicité (RLP) actuellement en vigueur sur le territoire de Guérande,
Vu la délibération n°2018/47, en date du 23 avril 2018, prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité et fixant les objectifs et les modalités de concertation avec la population,
Vu la délibération n°2019/48, en date du 25 mars 2019, portant débat sur les orientations générales du RLP,
Vu la délibération n°2019/104, en date du 1^{er} juillet 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du RLP de Guérande,
Vu les observations de la Commission Aménagement du territoire-Environnement-Agriculture en date du 8 janvier 2020,

Considérant que les demandes et suggestions du Commissaire Enquêteur, relayant celles exprimées par le public et les Personnes Publiques Associées, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de révision du RLP soumis à l'enquête publique et qu'il y a lieu de modifier le projet pour les prendre en compte,

Le conseil municipal décide :

- D'approuver le dossier de révision du Règlement Local de Publicité, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- De donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire, ou son représentant, pour l'exécution de cette décision.

VOTE : Majorité – 4 Abstentions - 3 Contre

Nicolas CRIAUD
MAIRE



La présente délibération sera notifiée au Préfet, publiée au recueil des actes administratifs, et affichée pendant un mois en Mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

En application à l'article L.581-14-1 alinéa 5 du Code de l'environnement, le Règlement Local de Publicité approuvé sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article R.581-79 du Code de l'environnement, le Règlement Local de Publicité approuvé sera mis à disposition sur le site Internet de la Ville.

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Annexe : adaptations apportées à l'issue de l'enquête publique

Prenant en considération la conclusion et l'avis motivé du Commissaire Enquêteur, qui intègre lui-même les avis et les observations émises précédemment par les personnes publiques associées et la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, le projet de RLP a fait l'objet d'adaptations qui ne modifient pas son économie générale.

Pièce modifiée : rapport de présentation

- a. Le rapport de présentation a été complété dans ses justifications concernant les choix de réintroduction de la publicité dans les périmètres d'interdiction relative.
- b. Le rapport de présentation a été complété par une carte faisant figurer les emplacements des huit supports gérés par la ville et implantés au niveau des giratoires, ainsi que des précisions sur la campagne de mise en conformité des dispositifs réalisée en 2012 sur la commune.

Pièces modifiées : règlement littéral et annexes graphiques

- c. Le règlement littéral a été modifié pour interdire la publicité sur palissade de chantier dans les abords des Monuments Historiques, en AVAP et en Secteur Sauvegardé.
- d. Le règlement littéral a été complété afin d'explicitier l'interdiction des dispositifs autres que ceux expressément autorisés.
- e. Le RLP modifie la réglementation sur les publicités numériques, en les autorisant sur domaine public et privé, d'une surface utile maximale de 2 m², uniquement autorisées sur les abords d'une portion de la voie RD247, définie au plan de zonage.
- f. Le règlement littéral a été complété en précisant dans les dispositions générales l'interdiction d'enseignes en toiture sur l'ensemble du territoire.
- g. Des erreurs rédactionnelles dans le règlement littéral ont été corrigées :
 - Règles sur les largeurs et hauteurs maximales autorisées pour les surfaces utiles des publicités (articles 3-2-1, 3-2-2, 3-3-2, 3-4-1, 3-4-2) ;
 - Rédaction du titre de l'article 1-9 ;
 - Rédaction de la mention des publicités au sol complétée par la mention « publicité scellée ou installée directement sur le sol » (articles 3-2-1, 3-4-1).
- h. Les termes et le lexique du règlement ont été complétés concernant les définitions des agglomérations, des dispositifs temporaires, du mobilier urbain, des préenseignes dérogatoires.
- i. Le règlement littéral a été complété en renforçant les règles sur les enseignes en ZP1 suivant les observations de l'architecte conseil de la Ville, allant dans le sens d'une amélioration de la protection du cadre et vie et des secteurs d'intérêt patrimoniaux de la commune.
- j. Le règlement littéral a été complété sur la règle des enseignes au sol en ZP2 (article 3-2-9), afin de préciser que ces dispositifs ne peuvent pas déborder sur l'espace public.
- k. Le règlement littéral a été complété dans ses dispositions générales par les dispositions du règlement de voirie départementale en vigueur.

- l. Le règlement littéral est complété dans ses dispositions générales par les principes d'interdictions absolues et relatives de la publicité du règlement national de publicité s'appliquant en l'absence de disposition contraire dans le RLP.
- m. Le plan de zonage et le règlement littéral ont été complétés par l'introduction d'une bande de recul paysager aux abords de la Route Bleue dans le RLP visant à y interdire l'implantation d'enseigne au sol (élément issu du PLU).
- n. Le plan de zonage a été modifié : les annexes n°1 (plan de zonage) et n°2 (éléments graphiques réglementaires) dans la version arrêtée du projet de RLP sont regroupées en un seul document graphique commun afin de faciliter la compréhension de l'ensemble des règles. Ainsi, le plan de zonage est complété des éléments suivants : le périmètre du secteur sauvegardé, l'AVAP, les sites inscrits et classés, le périmètre du Parc Naturel Régional de Brière, les monuments historiques et leurs abords, la Route Bleue, la bande de recul paysagère de la Route Bleue, les périmètres des ZAC Bréhany Automobile et Bréhany Maison, la portion de la route RD247 où la publicité numérique est autorisée.
- o. Le plan de zonage et l'annexe faisant figurer les limites d'agglomérations ont été modifiés sur les points suivants :
 - Les parcelles BH 234 et BH236 aux abords de l'Avenue de Brière sont incluses en agglomération et en ZP2a.
 - Les parcelles XL88 et XL89 en limite de la RD99 sont exclues des limites d'agglomération et de la zone ZP1b.
 - Le règlement littéral et les documents graphiques ont été modifiés de manière à supprimer le périmètre mis en place sur le secteur du Rougestin, se trouvant hors agglomération.
 - Le règlement littéral et les documents graphiques ont été modifiés de manière à exclure le secteur du Redo des limites d'agglomérations et du zonage.
- p. Le règlement littéral a été complété de manière à clarifier les règles sur les dispositifs publicitaires lumineux.
- q. Le règlement littéral a été complété par un rappel de l'encadrement des préenseignes dérogatoires par l'arrêté du 23 mars 2015 (Règlement national de publicité) ainsi que de l'article L.581-8 du Code de l'environnement.
- r. Le règlement littéral a été complété par un rappel des dispositions énoncées à l'article R.581-30 du Code de l'environnement interdisant la publicité au sol dans les zones N et Espaces Boisés Classés du PLU.
- s. Le règlement littéral a été complété dans ses dispositions générales par des règles générales sur la publicité sur bâche et sur mobilier urbain, ainsi que les enseignes au sol, visant à améliorer la qualité esthétique de ces dispositifs et leur intégration paysagère.
- t. Le règlement littéral modifie les dispositions relatives aux enseignes au sol en ZP3 en autorisant une surface maximale de 4m².
- u. Le règlement littéral a été complété en ZP4 afin de préciser la disposition suivante : « la surface globale des enseignes ne peut en aucun cas dépasser 1/6 de la surface de la façade sur laquelle elles sont installées ».
- v. Les schémas explicatifs du règlement littéral relatifs aux articles concernés par les changements précités ont été actualisés conformément aux modifications apportées.



RÉVISION DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ



Ville de Guérande

Note de synthèse - Approbation

even
CONSEIL

Rappels des objectifs de la révision

- Un RLP est en application actuellement sur la commune (dernière révision en 2011) → caduc en juillet 2020
- Adapter le RLP au nouveau cadre législatif (RNP) depuis la Loi Grenelle II
- Adapter le RLP en intégrant les nouveaux enjeux et ambitions de la commune en matière de paysage et de patrimoine (Secteur Sauvegardé/PSMV, nouveau Plan Local d'Urbanisme, AVAP)
- Renforcer la préservation et valorisation du patrimoine bâti et paysager au travers de la réglementation sur les publicités, préenseignes et enseignes
- Trouver un équilibre entre préservation du cadre de vie et dynamisme économique
- Répondre aux demandes des acteurs du territoire

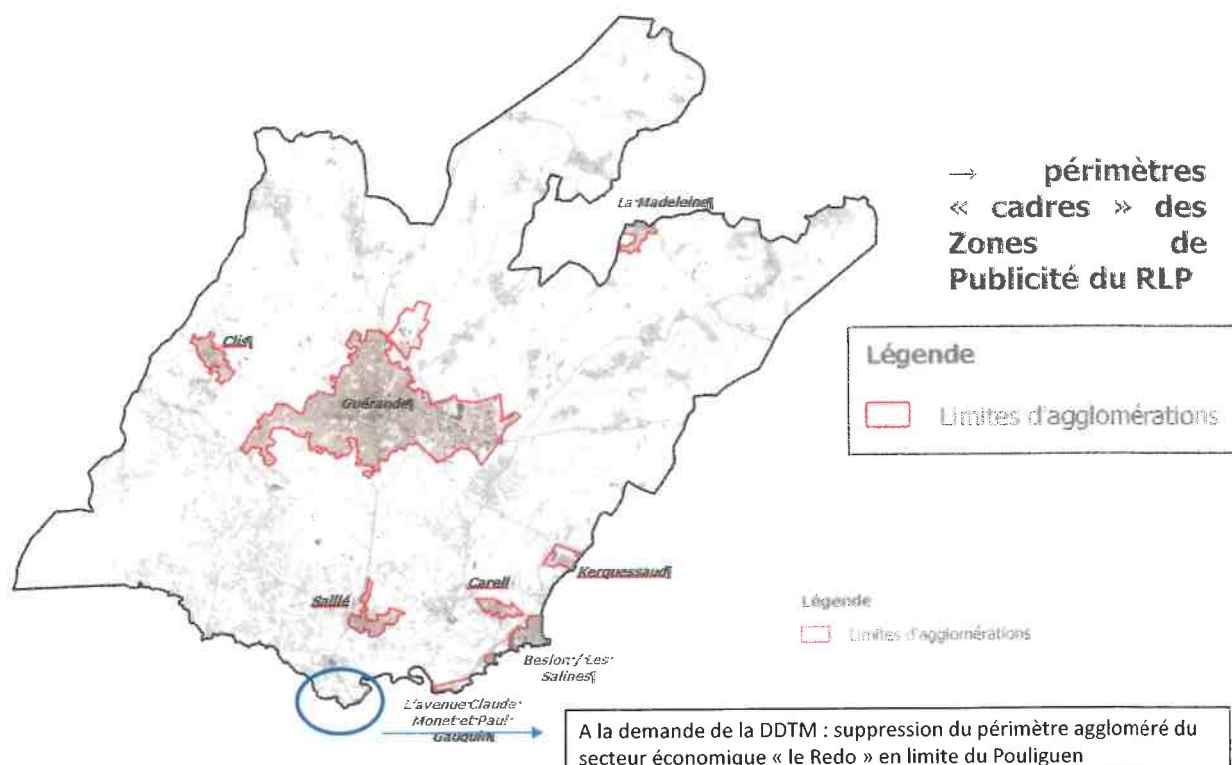
PRESENTATION DU RLP

1. Les différentes zones sur la commune
2. Règles sur les publicités
3. Règles sur les enseignes

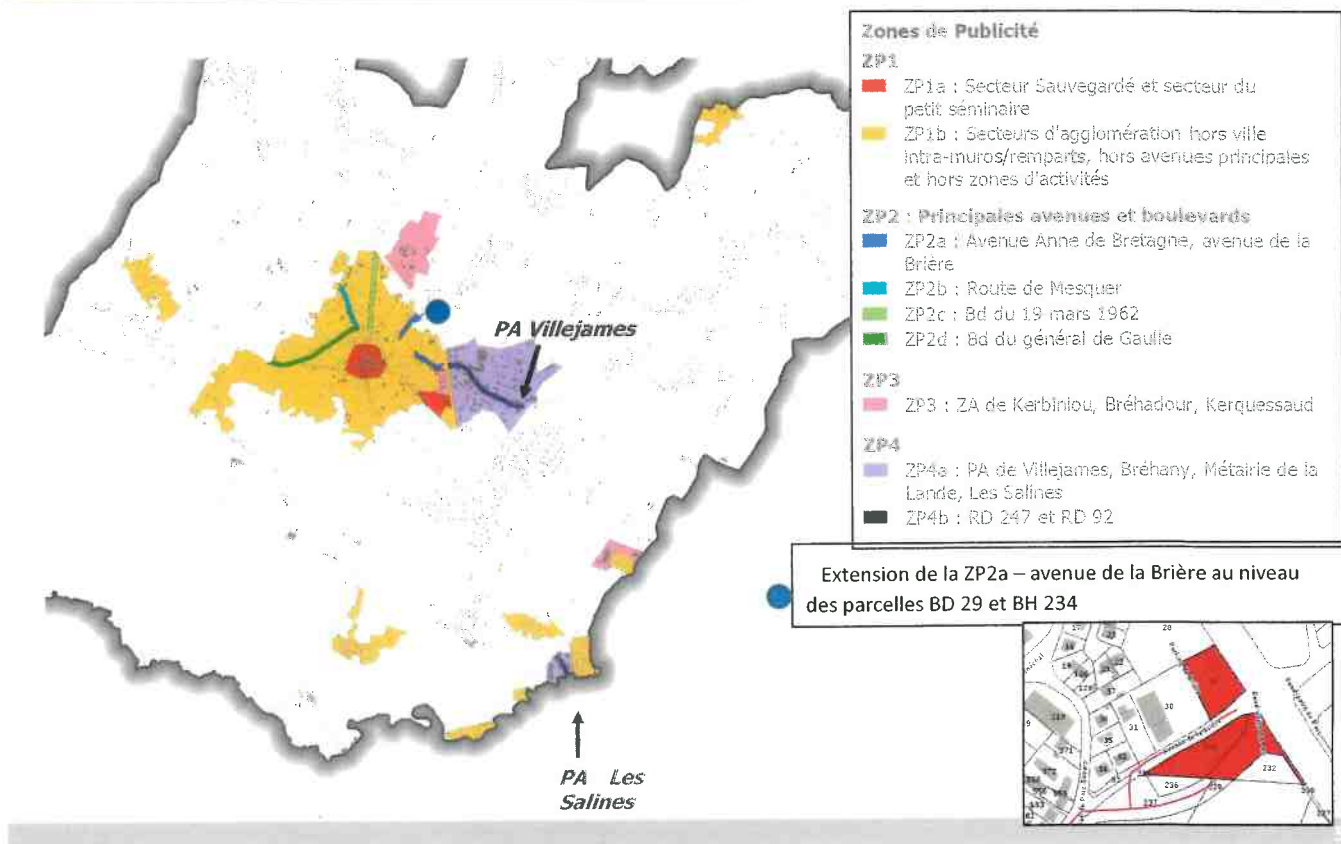
even
CONSEIL



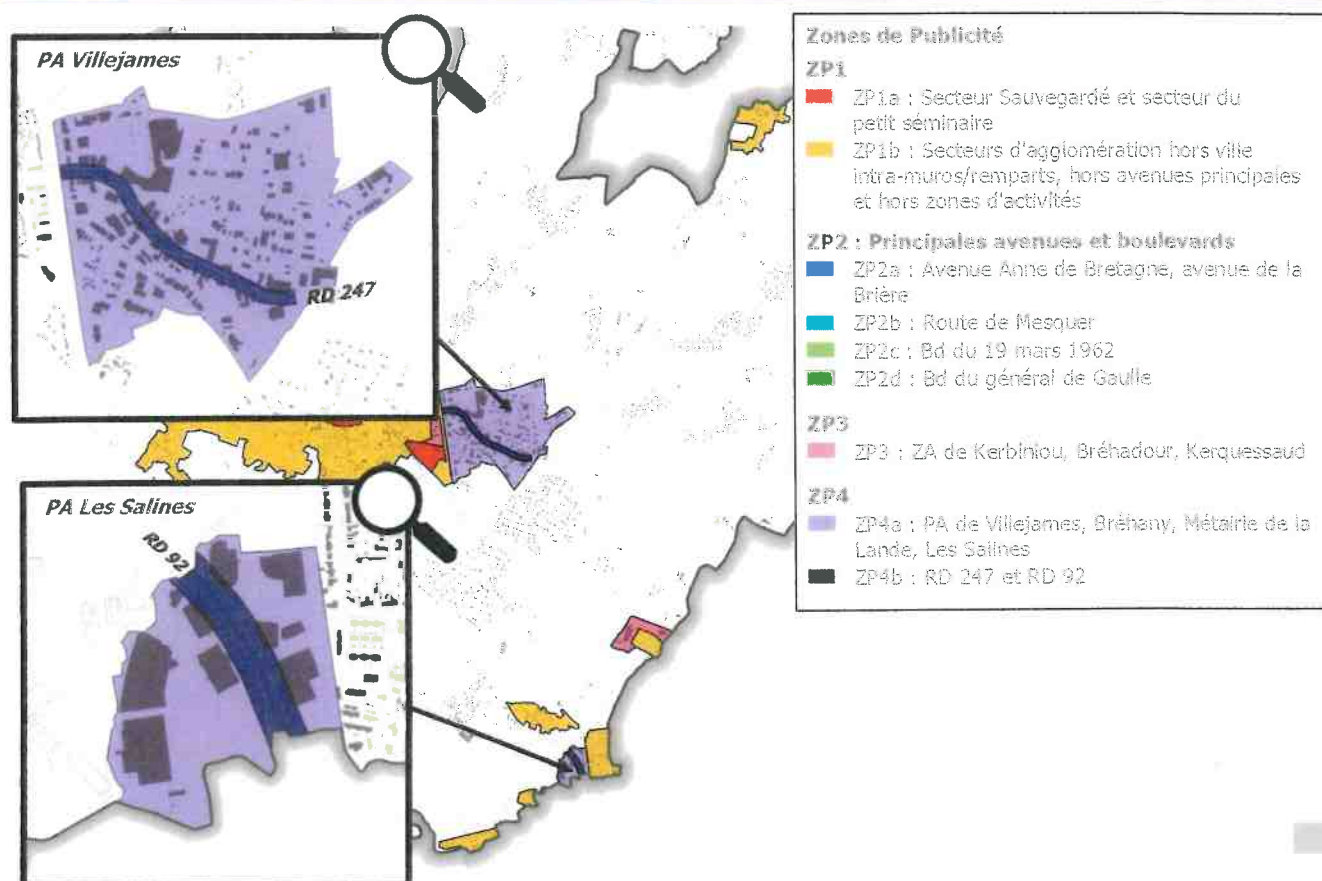
Délimitation des enveloppes d'agglomérations : Evolutions suite à l'enquête publique et avis des PPA



Zones de Publicité – Evolutions suite à l'enquête publique et avis des PPA



Zones de Publicité





Remarque de la DDTM : Interdire l'installation de publicité numérique sur le domaine privé peut être considéré comme discriminatoire. Aussi, le règlement a été modifié pour cadrer l'installation de ce type de dispositif sur le domaine privé à savoir :

- Aucun dispositif numérique ne pourra être implanté sur une unité foncière présentant un linéaire sur voie inférieur à 100 mètres
- Le dispositif ne doit pas dépasser une surface utile de 2 m² hors tout.
- Le dispositif ne doit pas s'élever à plus de 2,5 m de haut par rapport au niveau du sol

Conformément au code de l'environnement, la publicité numérique est interdite sur le mobilier urbain.

Remarque de la DDTM : Enseignes scellées au sol : les enseignes scellées ou posées sur le sol sont interdites au sein de la bande de recul paysagère par rapport à la route bleue

PRESENTATION DU RLP

1. Les différentes zones sur la commune
2. Règles sur les publicités
3. Règles sur les enseignes

Règles générales

Hors agglomération :

PUBLICITE INTERDITE

En agglomération :

Esthétique

- Matériaux inaltérables,
- Cadre et pied de couleur grise
- Dispositif mono-pied
- Les dispositifs facilitant la pose des affiches (passerelle, échelle, ...) devront obligatoirement être amovibles
- Format : standard → Hauteur = $\frac{3}{4}$ de la largeur

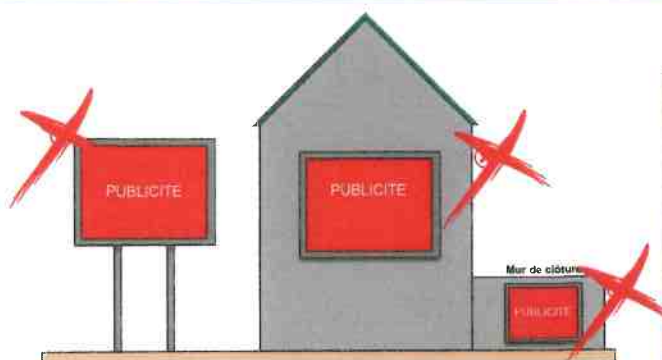
Dispositifs lumineux

- Eclairage intégré au dispositif (pas de rampe d'éclairage, pas de spots)
- Horaires d'extinction : **de 23h à 6h**



9

Dans la ville intra-muros et secteur du petit séminaire (ZP1a)



Mobilier urbain

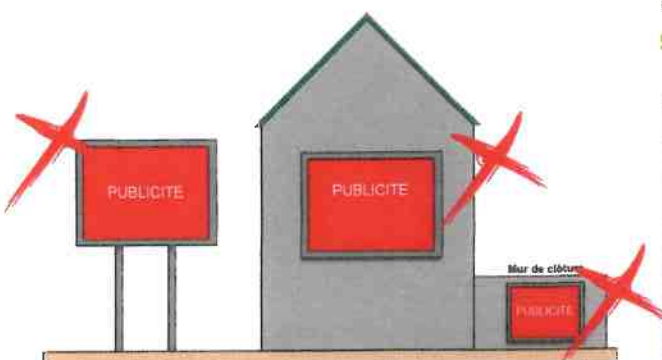
Sucette



Abribus



Dans les espaces résidentiels et principaux villages (ZP1b)



Mobilier urbain : uniquement dans les secteurs hors AVAP et hors site inscrit

Sucette



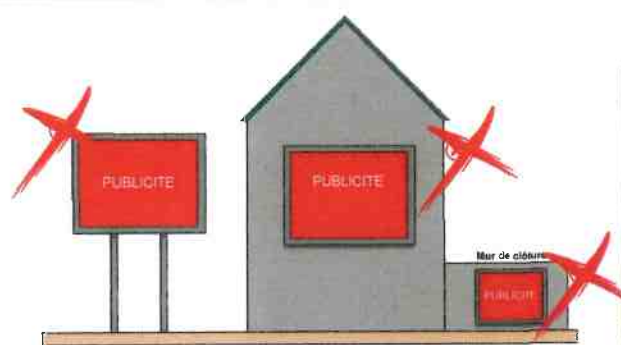
Abribus



2m²
max

Aux abords des principaux axes et avenues (ZP2)

Boulevard du Général de Gaulle (ZP2d)



Mobilier urbain

Sucette

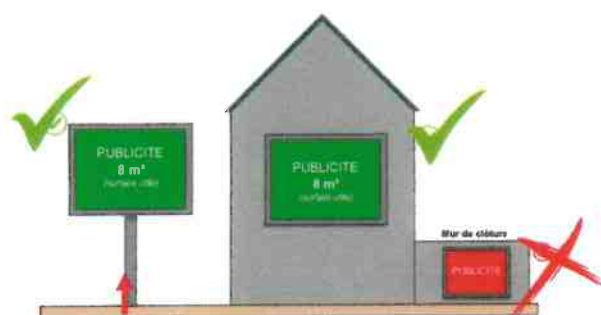


Abribus



2m²
max

Autres avenues et boulevards principaux (Av. Anne de Bretagne, Av. de la Brière, Route de Mesquer, Bd du 19 mars 1962) (ZP2a, ZP2b, ZP2c) :



(Sauf bd 19 mars 1962)

Mobilier urbain

Sucette



Abribus



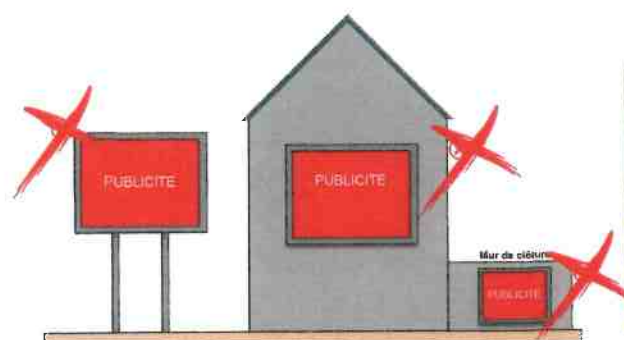
Panneau



8m²
max

Dans les zones d'activités tertiaires (ZP3)

Kerbinou, Bréhadour, Kequessaud



Mobilier urbain

Sucette



Abribus

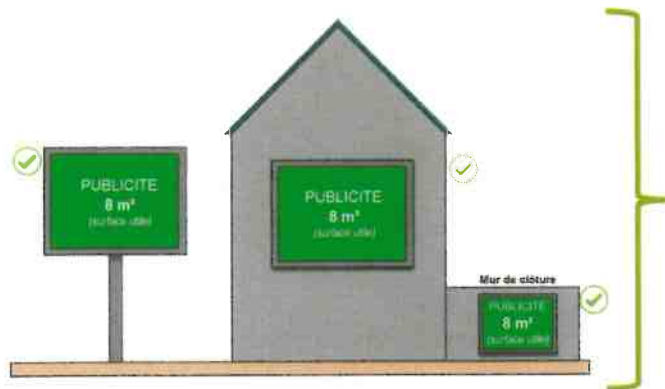


Panneau



8m²
max

Dans les parcs d'activités : Villejames et Salines (ZP4)



Uniquement autorisé aux abords de la voie principale de la zone (RD247 et RD92) = ZP4b

Panneaux numériques :

Sont uniquement autorisés :

- Sur une portion de la RD247 (PA de Villejames) et sur unités foncières d'au moins 100m linéaire sur voie
- D'une surface de **2m²** maximum

Mobilier urbain

Sucette



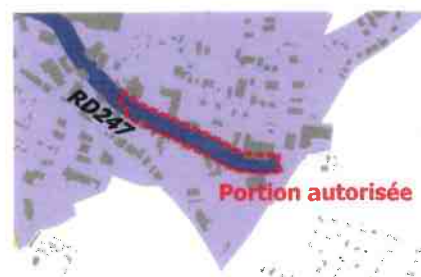
Abribus



Panneau



8m²
max



PRESENTATION DU RLP

1. Les différentes zones sur la commune
2. Règles sur les publicités
3. Règles sur les enseignes

Règles générales

Esthétique

- Doivent s'intégrer à l'architecture du bâti sur lequel elles sont fixées
- Ne doivent pas masquer les éléments de décoration d'une façade (corniche, moulures, etc.)
- Au sol** : lorsque plusieurs entreprises sont implantées sur une même unité foncière, le regroupement des enseignes sur un dispositif commun sera imposé



Dispositifs lumineux

- Dans le choix de l'éclairage et son intensité : ne doivent pas porter atteinte à l'environnement paysager et architectural
- Horaires d'extinction (y compris numérique) : **de 23h à 6h**
→ **Si activité de nuit (bars, restaurant)**: allumée 1h avant le début, extinction 1h après la cessation de l'activité (= RNP)

15

Dans la ville intra-muros, dans les espaces résidentiels et principaux villages (ZP1a et ZP1b)



ENSEIGNE PARALLÈLE À LA FAÇADE

Densité et nombre

1 seule enseigne par façade :

- En bandeau en priorité

Ou

- Sur lambrequin de store

Interdits :

Numérique, avec face lumineuse, caissons lumineux, enseignes clignotantes,

Sur toiture, sur terrasses, balcons, auvents, sur banderoles

ENSEIGNE **SUR CLÔTURE** : interdit

16

Dans la ville intra-muros, dans les espaces résidentiels et principaux villages (ZP1a et ZP1b)



ENSEIGNE PERPENDICULAIRE À LA FAÇADE

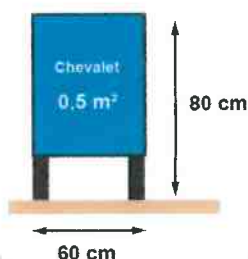
Autorisé :

- 1 enseigne perpendiculaire par voie ouverte à la circulation + 1 enseigne supplémentaire s'il existe des licences
- Surface max : $1/3 \text{ m}^2$
- Interdits : numérique, avec face lumineuse, enseignes clignotantes

ENSEIGNES AU SOL

Interdit sauf pour les hôtels – restaurants et cafés disposant d'un droit de terrasse :

1 chevalet autorisé : $0,5 \text{ m}^2$ max



ÉLÉMENTS ANNEXES :

1 voire 2 panonceaux

- Surface $0,13 \text{ m}^2$, sur jambage : menu – horaires d'ouvertures
- Matériaux : bois, métal, verre

Vitrophanie : interdit (sauf si techniquement le seul support pour l'enseigne, uniquement le nom)

Tout autre affiche : interdit

17

Aux abords des principaux axes et avenues (ZP2)



Mêmes règles qu'en ZP1, sauf :

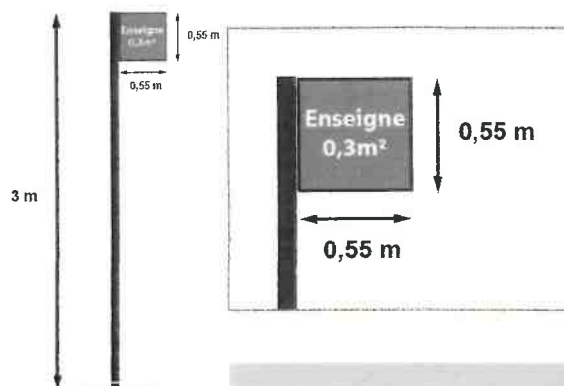
ENSEIGNES AU SOL

Chevalets interdits

Autorisé :

- 1 mât au sol

Uniquement si l'activité est en retrait de 5m de la voie publique et pas visible depuis cette voie



18

Dans les zones d'activités tertiaires (ZP3)



ÉLÉMENTS ANNEXES AUTORISÉS :

- 1 panneau sur lambage,
- 1 logo par entreprise : 0,4 x 0,4m
- 1 enseigne sur lambrequin de store

ENSEIGNES AU SOL

Nombre :

1 Totem par entreprise, 4m² max (4m de H, 1m de L)

Interdits : tout autre support qu'un totem (chevalets, drapeaux, oriflammes, kakémonos, banderoles, etc.)

ENSEIGNE PERPENDICULAIRE À LA FAÇADE

Interdites

ENSEIGNE PARALLÈLE À LA FAÇADE

Implantation :

- Lettres découpées (sans panneau de fond)

Nombre :

1 enseigne par façade et par activité

Interdits : numérique, avec face lumineuse

Caissons lumineux, enseignes clignotantes, sur terrasses, balcons, auvents, vitrophanie

19

Dans les parcs d'activités : Villejames et Salines (ZP4)



ENSEIGNES AU SOL

Nombre :

1 Totem par entreprise

Dimensions :

4m de hauteur, 1m de largeur max
(3m de hauteur max en ZAC Bréhany Automobile)

Interdits :

Chevalets, oriflammes

Mâts : uniquement autorisés en ZAC Bréhany Maison et Bréhany Automobile, 1/voie ouverte à circulation à la place du totem

ENSEIGNE PERPENDICULAIRE À LA FAÇADE

Interdit

sauf dans le pôle d'équipement de la Maison de la zone de Bréhany

ENSEIGNE PARALLÈLE À LA FAÇADE

Nombre :

1 enseigne par façade portant le nom de l'entreprise
+ 1 enseigne décrivant la ou les activités
+ 1 logo

Interdits :

en toiture, sur terrasses, balcons, auvents
numérique, avec face lumineuse, sous forme de banderoles, caissons lumineux, enseignes clignotantes

Dimensions :

RNP (calcul des surfaces d'enseignes cumulées), 1/6^e de la façade maximum

- Pour les façades commerciales face à la route bleue : 6m max d'emprise horizontale de l'enseigne

Règles sur les enseignes temporaires



Enseignes temporaires autorisées (promotions, soldes, etc.)

- **1 enseigne temporaire par activité** : sous forme de banderole
- Surface max **2m²** (1m de H, 2m de L)
- Sur clôture ou mur de clôture privilégié. Si impossible : sur mur de bâtiment
- Uniquement implantées côté accès du commerce pour les véhicules ;
- Ces enseignes pourront être apposées uniquement pendant 2 périodes de l'année :
 - Pendant les mois de **Janvier et Février** inclus
 - Pendant les mois de **Septembre et Octobre** inclus
- installées **1 semaine avant le début** de la manifestation ou de l'opération, retirées **1 semaine après la fin**

21

Hors agglomération



Mêmes règles qu'en agglomération (ZP1a et ZP1b) sauf :

ENSEIGNE PERPENDICULAIRE À LA FAÇADE

Interdites

ENSEIGNES AU SOL

En secteurs protégés (AVAP, sites classés/inscrits) : **totem possible, voire autres formes de dispositifs, autorisés au cas par cas** (notamment en zone d'activités de Léniphen)

Hors secteurs protégés : **1 totem par activité**

Dimensions maximales :

- 2m de haut
- 0,90m de large
- Surface max : 1,80m

Règles spécifiques s'appliquant sur les secteurs du Redo et du Rougestin

22